

# L'égalité des chances... vraiment?

**KHALID  
ADNANE**

ANALYSE

Collaboration spéciale



La question des inégalités n'a jamais occupé autant de place dans les débats publics qu'aujourd'hui. Des acteurs de premier plan comme l'OCDE, le FMI et même le Forum économique de Davos se sont penchés sur le sujet, ce dernier allant jusqu'à le qualifier d'un « risque susceptible de provoquer les dégâts les plus graves dans le monde au cours de la prochaine décennie ».

Il y a moins d'un mois, c'était au tour du réputé magazine britannique *The Economist* de s'y attarder, cette fois-ci à travers une autre dimension : celle du capitalisme familial.

## UNE RICHESSE ASSURÉE

Dans les premiers stades du développement du capitalisme, un des traits caractéristiques de celui-ci était justement le modèle des firmes familiales, les Rothschild par exemple, où le patrimoine familial se transfère (et progresse aussi) de génération en

génération. Aujourd'hui, on serait porté à croire que ce type de modèle soit désuet et que la nouvelle norme soit constituée du « Self Made », où un individu, malgré ses origines modestes, peut se hisser aux plus grands rangs de la hiérarchie sociale. Pas tout à fait!

*The Economist* nous apprend, entre autres, que la structure d'entreprises familiales est encore très influente dans le paysage économique et financier de notre monde, et ce, dans la plupart des pays industrialisés! Et qu'à part quelques exceptions typiques du modèle « Self Made », comme Bill Gates ou Steve Jobs, la richesse, dans une large part, est d'abord une affaire de famille qui se transfère de génération en génération.

Ironiquement, dans ce que le magazine, d'allégeance libérale, a qualifié de « côté sombre du capitalisme familial », on retrouve décidément les mêmes *patterns* un peu partout : aux États-Unis, en Inde, au Brésil et même en Suède, un pays pourtant modèle en termes d'égalité.

Mais l'exemple le plus frappant

est celui de la Corée du Sud, dont les chiffres sont pour le moins troublants. Vingt familles y dirigent des conglomérats (Chaebol) qui sont responsables de 60 % de la valeur boursière totale du pays! À elle seule, la firme Samsung compte pour 25 % de l'ensemble des exportations sud-coréennes. C'est tout un pouvoir entre les mains d'une seule famille : les Lee, propriétaires de Samsung.

## DES INÉGALITÉS CROISSANTES

Si cette concentration de la richesse et sa passation de famille en famille continue de prévaloir (et même d'augmenter), c'est certainement parce qu'elle est entretenue en particulier par un facteur non négligeable, celui de l'accroissement des inégalités et son accélération durant les trois dernières décennies.

Or, personne ne contestera le fait que plus une société est inégalitaire, moins la mobilité sociale y sera grande. Plusieurs études ont été consacrées à ce sujet et arrivent avec des constats décisifs très convergents. L'OCDE l'a souligné en 2010 dans un rapport intitulé *Mobilité sociale intergénérationnelle : une affaire de famille?* en faisant clairement un lien direct entre une faible mobilité sociale et une égalité des chances limitée.

Le secrétaire général de l'organisme, Angel Gurría, va encore plus loin. Dans un texte publié dans *Économie mondiale : les fondements de la prochaine ère de croissance*, ouvrage dirigé par l'ancien ministre Gil Rémillard et publié dans la foulée de la Conférence de Montréal 2014, M. Gurría plaide pour ce qu'il qualifie de croissance inclusive, différente de celle des 30 dernières années. Il affirme de manière catégorique que « Les inégalités affectent l'individu bien au-delà du seul aspect du revenu [et que] la santé, les possibilités de formation et la mobilité sociale [étaient] déterminées de façon disproportionnée par le statut socioéconomique. [...] La prochaine ère de croissance doit servir le plus grand nombre, et non quelques rares chanceux. ».

## UNE MOBILITÉ EN PANNE

En ce sens, la réflexion de M. Gurría nous ramène au cœur du principe d'équité et de son corollaire, l'égalité des chances. Car l'idéal de cette mobilité sociale tant souhaitée vise justement, dans une société donnée, à éliminer le déterminisme socioéconomique, à offrir une chance égale à tous les individus et à leur permettre de s'élever dans l'échelle sociale peu importe leur catégorie

sociale d'origine. Autrement dit, le statut socioéconomique des parents serait isolé et n'aurait plus (ou que très peu) d'effet déterminant sur le statut social de l'enfant une fois ce dernier rendu à l'âge adulte.

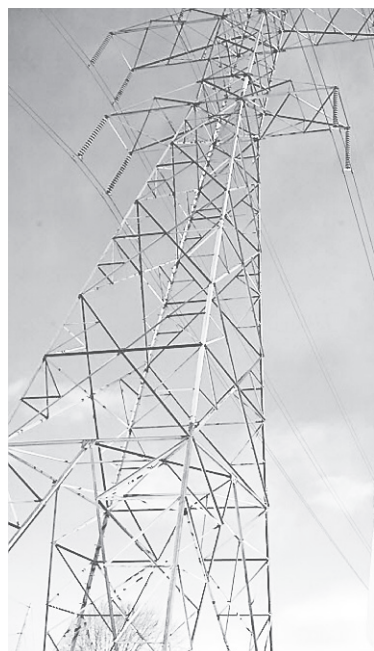
Durant la période des trente glorieuses, des mesures substantielles ont été mises en place par les pouvoirs publics pour la réalisation de cet objectif. Celles-ci ciblaient en particulier les secteurs de l'éducation et de la santé, sachant très bien qu'ils constituent la pierre angulaire d'une possible et réelle mobilité sociale. Or, depuis le début des années 1980, il est regrettable de constater dans la plupart des pays industrialisés que ce sont justement ces secteurs qui sont les premiers à faire les frais des coupures lorsque vient le temps des restrictions budgétaires.

Il n'est donc pas étonnant qu'aujourd'hui, notamment à la lumière du dossier publié par *The Economist* et des données de l'OCDE, que cette mobilité sociale semble de plus en plus ralentie, voire freinée.

Le président américain Barack Obama lui-même, un exemple éloquent du modèle du « Self Made », le reconnaît : « la mobilité sociale est [aujourd'hui] en panne! »

*Khalid Adnane est économiste à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke.*

## CARREFOUR DES LECTEURS



Économiquement, la ligne qui traversera cinq régions administratives générera des retombées estimées à 1,1 milliard de dollars. — PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

### CHAMOUCOUANE-BOUT-DE-L'ÎLE

## Beaucoup de fierté pour une ligne à haute tension

Hydro-Québec vient tout juste de dévoiler son rapport sur le développement durable 2014, le 13<sup>e</sup> de ce type, qui rend compte du rendement de l'entreprise relativement à ses principaux enjeux environnementaux, sociaux, économiques et de gouvernance. On peut y lire en préambule « [...] nos projets de croissance doivent respecter notre engagement envers le développement durable. Ils doivent être accueillis favorablement par les communautés locales tout en représentant un excellent choix sur les plans environnemental et économique. » Justement, la semaine dernière, le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, accompagné du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et ministre responsable du Plan Nord, Pierre

Arcand, et du président-directeur général d'Hydro-Québec, Thierry Vandal, annonçait le début des travaux de cette ligne de transport électrique, la plus importante en 20 ans, qui reliera le réseau électrique du nord-est du Québec à la métropole. Pourquoi faut-il se rendre fier du projet de ligne à haute tension Chamouchouane-Bout-de-l'Île? Parce qu'il s'agit là d'un bon projet qui, manifestement, a été conduit de manière responsable et en droite ligne avec une vision du développement durable qui englobe, en plus de la protection de l'environnement, les questions du progrès social et du rendement économique. Sur le plan environnemental, il faut d'abord garder en tête que cette nouvelle infrastructure

représente un atout de plus dans notre capacité à distribuer, de manière pérenne, une énergie verte dont l'abondance fait non seulement notre fierté, mais fait également l'envie du reste de la planète. Ce projet est également un cas d'école au niveau de la recherche de l'acceptabilité sociale. Depuis 2010, la société d'État a tenu plus de 300 rencontres avec différents intervenants des milieux concernés. (...) Économiquement, cette ligne qui traversera cinq régions administratives, générera des retombées estimées à 1,1 milliard \$, en plus de créer l'équivalent de plusieurs centaines d'emplois à temps plein sur une période de cinq ans. Du même souffle, on pourrait aussi parler de sa justification stratégique et technique. (...)

Il est toujours possible que certains individus n'y trouvent pas leur compte et c'est pourquoi l'expression des citoyens est importante et doit être prise en considération avec sérieux. Évidemment, au même titre que le risque ou la nuisance zéro n'existe pas et que la quête de l'unanimité est une utopie, tout projet est perfectible. Il sera nécessaire d'entretenir le dialogue avec les municipalités et les différents milieux au cours des prochaines étapes du projet. Il est possible d'aller de l'avant tout en maintenant un climat de confiance mutuelle et de saine collaboration, ce qui contribuera à entretenir notre fierté collective.

**Yves-Thomas Dorval**  
Président-directeur général  
Conseil du patronat du Québec